

# Le Délit

Journal d'actualité et d'opinion  
Vol. 30, num. 28, le mardi 16 janvier 2000

## Montréal c'est pas toi ma ville!

Les fusions municipales  
à Montréal, Québec,  
Outaouais et ailleurs  
[page 9-11]

Votre argent...  
dans les poches de Wojtek et  
de ses petits mignons  
[page 4]

Téléromans: nouvelle saison  
[page 6]

Théâtre: Mambo Italiano  
[page 7]

Nous sommes  
tous  
Montréalais



Ville de Montréal



## Commentaire

# Le prix de l'intolérance

SIMON NICOLOFF

«Je regrette de n'avoir pu réaliser mon rêve pour notre avenir collectif» lançait l'ex-Premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, lors de son discours de démission. Jeudi dernier, il quittait officiellement le poste le plus important de la bureaucratie québécoise, ré-ouvrant une fois de plus le débat sur l'avenir de notre nation.

Si journalistes et éditorialistes ont cherché en vain les causes du départ de Lucien Bouchard dans l'affaire Michaud ou dans les gains substantiels du Parti Libéral lors des dernières élections fédérales, c'est plutôt au sein même des divisions du Parti Québécois (PQ) qu'il faudrait aujourd'hui tenter d'analyser cette décision difficile à avaler pour les Québécois. «Les militants descendront en enfer avec vous s'ils ont confiance», confiait Jacques Parizeau, lors d'une entrevue au Point, expliquant la perte de foi de la population québécoise envers son chef.

M. Parizeau, maître penseur de la ligne pure et dure du PQ, demeure convaincu, nonobstant son rejet par 40 p.cent de la masse électorale francophone lors du référendum de 1995, de la pertinence du projet souverainiste telle que modelée par René Lévesque au paroxysme de la Révolution Tranquille. Ce que la démission de Lucien Bouchard démontre, est plutôt l'impertinence de ce programme. Il est illusoire pour une société démocratique moderne de se définir sur les bases de l'exclusion et de l'assimilation, en commen-

çant par le vote ethnique. Comment des politiciens sensés peuvent-ils accuser une partie de leur électorat d'entraver leur propre aspiration ethnocentrique?

Certains intellectuels contemporains ont ainsi commis l'erreur d'analyser le nationalisme québécois en terme civique. Au contraire, les mauvais perdants de 1995 sont plutôt perçus en




Bernard Landry, l'un des ténors du PQ, sera probablement le futur Premier Ministre.

tant que nationalistes ethniques, à l'instar des Basques, en refusant d'inclure tout ce qui n'est pas «pure». Ernest Gellner, professeur de Sciences Politiques à l'Université Centrale Européenne, définit le nationalisme comme un principe politique sous-entendant la congruence des unités politiques et nationales. À cet égard, la ligne intolérante du PQ devrait reconnaître aujourd'hui que les aspirations d'un peuple doivent s'établir sur sa base, sur la volonté des citoyens à déterminer leur avenir et non pas sur celles des dirigeants qui, à l'aide de symboles malicieux, ont tenté aux fils des ans, de manipuler la population québécoise à leur propre profit.

Les exemples de l'ambivalence des Québécois ne manquent pas; les dernières élections, le programme des bourses du millénaire et surtout le projet de loi C-20, un projet fédéral anti-démocratique visant à cadenasser l'avenir du Québec, n'ont pas trouvé dans la province l'écho de protestation et de mobilisation espéré. La population québécoise n'est pas en manque de projets pour autant. Parmi ceux-ci, l'Option Lisée, émanant du politologue Jean-François Lisée a dangereusement été reléguée aux oubliettes. Elle stipule, entre autres, que le Québec pour redéfinir le dilemme souverainiste devrait tenir un référendum sur la possibilité d'accroître les pouvoirs de

la nation. Autrement dit, Lisée demande aux Québécois, toutes races ou affiliations confondues, de reconnaître leur différence par rapport au reste du Canada. Il n'y a qu'à penser à la diver-

«Il est illusoire pour une société démocratique moderne de se définir sur les bases de l'exclusion et de l'assimilation...»

sité culturelle, à la caisse de dépôt, aux CLSC pour se rendre compte du caractère fraternel de la société québécoise. Ces valeurs d'inclusion doivent être au cœur même de l'inévitable débat attendant les membres du PQ, notamment sur le choix du successeur de Lucien Bouchard. Ce dernier, affirmant sa volonté d'avoir été «le premier ministre de toutes les Québécoises et de tous les Québécois» a partiellement résolu le débat, en demandant au PQ d'inclure l'ensemble des citoyens du Québec qu'ils soient allophones, anglophones ou de minorités visibles, dans le refondement du projet souverainiste. 

## Nous sauvons des vies!

Le capitaine Bruno Castonguay coordonne les secours aériens pour les Forces canadiennes. Lui, ses collègues et partenaires aident des Canadiens en danger. Ils peuvent intervenir en tout temps dans des situations d'urgence, sur terre ou sur mer, afin d'aider à sauver des vies. Ce n'est qu'un parmi les centaines de services offerts par le gouvernement du Canada.

Pour plus d'information sur les services du gouvernement :

- rendez-vous au **Centre d'accès Service Canada** le plus près
  - visitez le **www.canada.gc.ca**
  - ou appelez au **1 800 O-Canada (1 800 622-6232)**
- Téléscripteur / ATME : 1 800 465-7735





Pour changer  
les choses  
je m'implique

période de mise  
en candidature:  
du 15 décembre 2000  
au 8 février 2001

Conseil permanent de la jeunesse  
recherche 15 membres (de 15 à 30 ans)  
avec idées éclairées et originales  
pour promouvoir les intérêts des jeunes

Téléphone : 1 800 463-5306  
Internet : [www.jeunes.gouv.qc.ca](http://www.jeunes.gouv.qc.ca)

Québec 



## Éditorial

# Le roi est mort, vive le roi!

FRANÇOIS PRADELLA

**L**e Québec a perdu l'un de ses meilleurs politiciens en la personne de Lucien Bouchard.

Lucien Bouchard était celui qui retenait le Parti Québécois (PQ) ensemble, celui qui était l'unique voix des souverainistes et des indépendantistes au Québec, celui qui confrontait le gouvernement fédéral lors des rencontres des Premiers ministres. Bref, il était celui qui tenait tous ces petits bouts incongrus ensemble.

Et jeudi 11 janvier, il s'est retiré de l'arène politique.

« **M. Bouchard a quitté par la grande porte. Il a fait un constat froid mais réaliste de la situation de la souveraineté.** »

Lucien Bouchard a été un homme de transitions. Il faut rappeler qu'il était, dans les années 80, député fédéral pour le Parti Conservateur, parti dirigé par Brian Mulroney. Durant ces années, Lucien Bouchard était un «fédéraliste

conservateur». Arriva le Lac Meech. Déçu, frustré, il claqua la porte au Parti Conservateur et créa son propre parti, le Bloc Québécois. Il est devenu un «souverainiste». Puis le référendum 95, puis la démission de Jacques Parizeau comme chef du PQ, puis son transfert comme chef du Bloc Québécois à chef du Parti Québécois. Il est donc devenu un «souverainiste socialiste».

Certains l'ont taxé d'opportunisme. Et ils ont sûrement raison. Cependant, tous ces changements peuvent aussi être le fruit d'un cheminement interne qui l'amena à considérer ce qui était le mieux pour le peuple québécois. Mais il n'y a que lui qui sache cela.


M. Bouchard a quitté par la grande porte. Il a fait un constat froid mais réaliste de la situation de la souveraineté. Il n'a pas réussi à raviver la flamme souverainiste. Il a échoué.

Les nombreux conflits internes de son parti qui ont éclaté dans les médias, l'amère défaite du référendum de 1995, les dernières élections fédérales où le Parti Libéral du Canada a raflé plus de comtés au Québec que le Bloc Québécois; tous ces facteurs ont fait que M. Bouchard n'avait plus le goût de revenir se battre après le temps des fêtes. Puis, par-dessus tout, citons sa famille à laquelle il tient et avec laquelle il veut passer plus de temps.

M. Bouchard laisse un lourd héritage derrière lui: réforme du système de santé, réforme de l'éducation et bien d'autres réformes. La plus récente, celle qui a suscité le plus de controverse: les fusions municipales, et notamment celle de l'île de Montréal. En ce qui concerne l'éducation, M. Bouchard a fait un bon geste et tout plein de

mauvais. Il a gelé les frais de scolarité au Québec. Bravo! Cependant, puisque les frais non-scolaires sont très déréglementés, ceux-ci ont augmenté dans toutes les universités du Québec (McGill étant celle qui charge le plus). Il a aussi introduit les contrats de performance. Ces contrats, corrects pour les industries, sont une aberration pour les universités. Il faudra dorénavant «produire» un certain quota de diplômés, sans cela l'université sera taxée d'être non-productive. Ces contrats sont une honte pour le système d'éducation. Il y a aussi la taxe à l'échec au Cégep qui produit des remous au sein de la population étudiante. Bref, le bilan pour les réformes du système d'éducation n'est pas reluisant.



Lucien Bouchard a été un homme de paroles, de convictions et de gestes. Il n'y a pas beaucoup d'hommes politiques, tant au Québec qu'au Canada, qui auront changé le paysage politique québécois à ce point. Peut-être René Lévesque. 



LE DÉLIT

Le journal francophone de McGill  
3480 McTavish, bur. B-03  
Montréal, Québec, H3A 1X9  
Téléphone: (514) 398-6784  
Télécopieur: (514) 398-8318

## PUBLICITÉ

Téléphone: (514) 398-6790  
Télécopieur: (514) 398-8318

rédacteur en chef  
FRANÇOIS PRADELLA

chef de pupitre-nouvelles  
ANNIE SABOURIN

chefs de pupitre-culture  
ÉVANGÉLINE FAUCHER  
ANNE-MARIE ROLLIN

assistante à la rédaction  
THUY-TIEN TRAN

coordinateur de la mise en pages  
FON DE VUONO-POWELL

coordinateur de la photographie  
BARTER KOMOROWSKI

coordinateur de la correction  
VACANT

coordinateur du site internet  
DOMINIC CÔTÉ

illustrateur  
DOCTEUR MYSTERIOSO

collaboration  
JONATHAN ARÈS  
MARC-ANTOINE BARRÉ  
JULIANE BERTRAND  
DANIEL DESCHÊNES  
HUGO DUCHESNE  
ZDENKA DOBIAŠOVA  
GUILLAUME GINGEMBRE  
MATHIEU GOSSELIN  
TOMOKO IIDA  
JEAN-SÉBASTIEN LALUMIÈRE  
CÉDRIC LAVAL  
ANTOINE LÉGENDE  
SIMON NICOLLOFF  
MÉLISSA SANTERRE  
CARL SAUCIER-BOUFFARD

gérance  
MARIAN SCHRIER

assistance à la gérance  
PIERRE BULLION

publicité  
SASHA DECHENE  
BORIS SHEDOV

photocomposition et publicité  
CAMERON CAMPBELL

Le McGill Daily  
BEN ERRETT

L'usage du masculin dans les pages  
du *Délit français* vise simplement à alléger le texte et  
ne se veut  
nullement discriminatoire.

LE DÉLIT FRANÇAIS EST PUBLIÉ PAR LA SOCIÉTÉ DE PUBLICATIONS DU  
DAILY. IL ENCOURAGE LA REPRODUCTION DE SES ARTICLES ORIGINAUX  
À CONDITION D'EN MENTIONNER LA SOURCE (SAUF DANS LE CAS  
D'ARTICLES ET ILLUSTRATIONS DONT LES DROITS AVAIENT ÉTÉ AUPA-  
RANT RÉSERVÉS, INCLUANT LES ARTICLES DE LA CUP). LES OPI-  
NIONS EXPRIMÉES DANS CES PAGES NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIRE-  
MENT CELLES DE L'UNIVERSITÉ MCGILL. L'ÉQUIPE DU DÉLIT N'EN-  
DOSSE PAS NÉCESSAIREMENT LES PRODUITS DONT LA PUBLICITÉ  
PARAIT DANS CE JOURNAL. IMPRIMÉ PAR PAYETTE ET SIMMS INC.

contactez-nous avec vos idées,  
photos, articles à  
[delitfrancais@hotmail.com](mailto:delitfrancais@hotmail.com)

visitez notre site web  
pour lire le *Délit* partout  
dans le monde au:

[www.delitfrancais.com](http://www.delitfrancais.com)



**P**eut-être que vous ne pouvez pas joindre Montréal, mais vous pouvez joindre le meilleur journal francophone à Montréal! Nous attendons le sauveur du *Délit*. Toi qui pourras donner un souffle nouveau à notre équipe de dessinateurs et propulser nos lecteurs au nirvana, où te caches-tu? Si tu existes, manifeste-toi... maintenant!

**La réunion hebdomadaire du *Délit*, c'est ce soir, mardi à 17h30 au sixième étage du New Chancellor Day Hall\***

\*Trouver notre nouveau local est une initiation en soit.



## Allez hop! **François** se **soulage** sur:



### Les conservateurs victorieux au Québec

FRANÇOIS PRADELLA

**Q**uel effet aura la démission de Lucien Bouchard sur le paysage politique canadien et québécois?

Sur la scène fédérale: la disparition du Bloc Québécois et une entrée remarquable et inattendue des conservateurs au Québec. Sur la scène provinciale: la scission du Parti Québécois (PQ) en deux formations politiques, un PQ mou, prônant la souveraineté-association et un simili-Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN).

Si j'étais un ministre du PQ, un député ou un membre du PQ, en ce moment, je serais en train de pleurer. En fait, jeudi et vendredi j'aurais pleuré et samedi j'aurais bu beaucoup de bière; dimanche aurait été une journée pour se remettre de toutes ses émotions; lundi, jour J, je me serais assis sur une chaise et j'aurais réfléchi.

Car aussi dure la réalité peut sembler, il n'y a qu'un constat à faire: laisser de côté la souveraineté. Pas pour toujours, mais pour plusieurs années. Lucien Bouchard, formidable politicien charismatique, était celui qui tenait le PQ ensemble. Car, il ne faut pas l'oublier, dans le PQ, il y a les purs et durs, les indépendantistes, qui poussent très fort. René Lévesque avait eu de la misère avec eux. Bouchard aussi. Les politiciens intelligents savent quand lâcher.

J'aurais alors réfléchi à l'avenir de la souveraineté. Est-ce encore réalisable? Les jeunes y sont-ils favorables? Est-ce que le peuple québécois désire vraiment être un pays distinct du Canada?

Après toutes ces questions, je me serais mis encore à pleurer. Car la réponse à toutes ces questions est NON.

Il est temps d'arrêter de se conter des mensonges et d'accepter la vérité. Le Québec ne veut pas se séparer du Canada. Peut-être aurait-il dû le faire, lorsqu'il avait encore la possibilité. Soit. Aujourd'hui, en 2001, six années après le référendum, les Québécois veulent passer à autre chose. Et c'est bien normal. Combien de référendum faudra-t-il pour que les bonzes du PQ comprennent que le Québec ne veut pas se séparer du Canada. Nuance: il ne le veut pas en ce moment. C'est possible que dans 20 ou 30 ans, la ferveur souverainiste renaisse. Mais pour l'instant, ce n'est manifestement pas le cas.

Puisque le PQ va choisir, j'espère, de laisser de côté la souveraineté (ou sinon ils se font hara-kiri), l'existence même du Bloc Québécois sera remise en question. Déjà qu'aux dernières élections, des gens ont questionné l'existence de cette formation politique, aujourd'hui, avec la démission de Bouchard et le déclin éventuel du PQ, le Bloc Québécois doit justifier son existence. Et justement, le Bloc n'a aucune raison d'exister, en ce moment.

C'est pourquoi les conservateurs, ayant déjà fait leurs preuves au Québec, prendront la place du Bloc.

Et au Québec, bien évidemment, le PQ va tenter de rester uni. Car il faut savoir que pour régner, il faut être uni. Et si le PQ se sépare, c'est le Parti Libéral du Québec (PLQ) qui remportera haut la main les prochaines élections fédérales au Québec. Le problème reste qu'il y a trop d'indépendantistes convaincus de cette cause dans le PQ. C'est eux qui se sépareront du PQ.

Lucien Bouchard était l'homme de la situation. Il avait compris que tous les citoyens vivant au Québec sont des Québécois. Son successeur, probablement Bernard Landry, n'a évidemment pas la même opinion sur le sujet. Quoiqu'il en dise, il fait partie de ceux qui croient encore au concept de «Québécois pure laine». Son ami, Yves Michaud, lui, croit que les juifs québécois ne sont pas des vrais Québécois. Je pense qu'on appelle cela étroitesse d'esprit. Malheureusement, beaucoup de dirigeants et membres du PQ ont cette vision. Et on pense faire avancer la cause du Québec? Foutaise. ☹

## Votre argent... dans les poches de Wojtek et de ses mignons

### Une augmentation et une allocation pour l'exécutif

ANNIE SABOURIN

**C**ombien sont payés les six membres de l'exécutif de l'AÉUM? Même pour ceux qui s'intéressent à l'association étudiante, répondre à une telle question peut être traître. La réponse habituelle serait de 15 000\$, mais ce n'est plus une réponse adéquate depuis mai 1999.

Peu de gens le savent, mais les salaires des six membres de l'exécutif sont indexés à l'indice des prix à la consommation ou, plus simplement, au coût de la vie. Leurs salaires augmentent donc d'environ 2 p.c. chaque année, selon ce qui est stipulé dans l'article 2.3 de l'arrêté 5 de l'AÉUM.

Cette augmentation, bien que jamais vraiment appliquée dans le passé par le conseil de l'AÉUM, est aujourd'hui bien réelle, et ce depuis mai 1999. Depuis, si on s'en tient aux dires de Kevin McPhee, vice-président Opérations, le salaire des exécutifs a passé de 15 000\$ à 15 300\$ et augmentera encore pour l'année 2001-2002. Toutefois, les frais des étudiants n'augmentent pas. Cela signifie que le montant restant pour les activités étudiantes diminue nécessairement d'année en année, car le montant alloué n'est pas indexé.

#### On paie même pour leurs téléphones cellulaires!

En plus de leur salaire, les membres de l'exécutif ont droit à une allocation pour la nourriture et les communications (ANEC). Cette allocation a été instaurée en avril 1999 par le comité des affaires financières. Elle a été établie à «800\$ pour l'automne et l'hiver (100\$/mois) et 160\$ pour l'été (40\$/mois) pour un total de 960\$ pour la période de 12 mois débutant le 1er mai». «L'idée est de faciliter

[l'augmentation de salaire] par le conseil parce qu'il y a tellement de documents du conseil qu'il passe tout ce qui lui est proposé, alors personne ne s'en rend compte lorsqu'ils s'offrent une augmentation de salaire», confie une informatrice désirant rester anonyme. Kevin McPhee n'a

«... les salaires des six membres de l'exécutif sont indexés à l'indice des prix à la consommation ou plus simplement, au coût de la vie.»

#### «Les membres de l'exécutif ont donc pour la plupart un téléphone cellulaire, gracieuseté des étudiants.»

la communication de l'exécutif et de faire en sorte qu'ils soient plus souvent à leur bureau en n'ayant qu'à chercher leur repas à la cafétéria», explique Kevin McPhee. Les membres de l'exécutif ont donc pour la plupart un téléphone cellulaire, gracieuseté des étudiants.

#### Et le conseil dans tout cela?

«J'étais assise à une table avec Kevin McPhee et Chris Gratto. Ils disaient comment cela a été facile de la passer

pas nié que le conseil a approuvé toutes leurs demandes lors de cette réunion; celle-ci aurait duré six heures et le conseil voulait en finir. Il a toutefois été impossible de mettre la main sur le procès-verbal de cette réunion pour vérifier ces faits.

Le tout mène à un questionnement de l'efficacité du conseil. «Le conseil de cette année ne pose pas beaucoup de questions et ils n'y a pas beaucoup de débats lors des réunions», affirme Kevin McPhee tout en soulignant que cela ne caractérise pas toujours le conseil d'année en année. Les deux débats les plus importants ce dernier semestre ont porté sur le bail de la Société de publication du Daily et sur une demande pour que le conseil prenne une récréation de cinq minutes.

«En réformant la procédure du conseil, c'est-à-dire en demandant à l'exécutif de présenter leurs motions séparément de leurs rapports, Xavier Van Chau a fait en sorte qu'ils ne peuvent plus passer ce qu'ils veulent par le biais de leurs rapports», affirme l'informatrice anonyme. Il est certain que les motions éclaircissent les décisions prises par le conseil. Faut-il vraiment donner de si malicieuses intentions à notre exécutif? Le fardeau de la preuve met l'exécutif dans une bien mauvaise position. ☹

Venez visiter l'équipe du *Débit*  
au local situé au 6<sup>e</sup> étage du New Chancellor Day Hall,  
rue Penfield  
(à côté de l'édifice de biologie Stewart).

Venez découvrir les nouvelles universitaires, celles de  
votre quartier et de Montréal.

Ce qui vous intéresse nous intéresse aussi!



Pour lire l'édition de la semaine, nous contacter ou  
consulter les archives:

[www.delitfrancais.com](http://www.delitfrancais.com)



## Campus

## Questions d'argent

Avec le retour en classe vient le retour du conseil de l'AEUM

ANNIE SABOURIN

Le deuxième semestre de l'année scolaire 2000-2001 vient de commencer et les conseillers de l'AEUM se sont remis au travail. Quelles décisions seront prises par notre conseil étudiant en ce début de millénaire? Seul l'avenir nous le dira.

Jeudi dernier, au salon des clubs du centre universitaire William Shatner, le conseil de l'AEUM s'est réuni pour une première fois depuis la nouvelle année. Il s'était aussi réuni pour une très courte session le 7 décembre dernier alors que la communauté étudiante était en pleine période d'examen.

## Un autre problème résolu

En novembre dernier, les journaux mcgillois rapportaient des problèmes entre l'AEUM et le service de premiers soins. Ce dernier demandait un budget imposant. Il s'agit pourtant maintenant du passé. «Le SPS de l'AEUM a eu un soudain changement de cœur et a décidé de ne pas tenter d'obtenir pour le moment un référendum sur une hausse des fonds», explique Wojtek A. Baraniak, président de l'AEUM dans le rapport du comité exécutif. Il semble donc que tout soit rentré dans l'ordre, au moins

pour le moment, car si on s'en tient à M. Baraniak, le SPS a l'intention de tenter sa chance une fois de plus.

## Des promesses électorales tenues

La communauté étudiante mcgilloise a eu droit à sa part de promesses durant la campagne électorale l'année dernière. Les membres de l'exécutif travaillent donc à tenir les promesses qu'ils ont faites à ce moment-là.


Jeremy Farrell, vice-président Communauté et affaires gouvernementales, s'applique à concrétiser sa promesse électorale finale, qui est un Projet de bénévolat. «Le projet de bénévolat est destiné à offrir aux étudiants de McGill l'opportunité d'essayer des activités bénévoles sur toute l'île de Montréal», explique-t-il dans son rapport. Lors de la soirée d'activités, qui s'est tenue mercredi dernier au centre universitaire, environ 60 personnes se sont inscrites à cette activité, qui devrait se tenir le 26 janvier 2001.

«Il existe un sérieux problème pour les groupes sur le campus, quant à leur financement. Une de mes promesses électorales l'année dernière était de trouver de nouveaux moyens pour financer les clubs, les services, les événements, les associations de faculté, les associations départementales et

certaines équipes athlétiques», affirme Wojtek Baraniak dans son rapport au conseil. La solution sur laquelle il travaille avec Chris Gratto, vice-président Clubs et services, s'appelle le Fond de la vie du campus. Il s'agit principalement d'une extension du Fond des projets spéciaux qui existe déjà.

## Les membres de l'exécutif travaillent donc à tenir les promesses qu'ils ont faites à ce moment-là

## Le budget final 2000-2001 amendé

Lors du dépôt du budget par Kevin McPhee le semestre passé, certains clubs, services et publications n'avaient pas de budgets; ils en ont désormais. Pendant la réunion du conseil, M. McPhee a présenté des amendements au budget final. Ainsi, le magazine humoristique le «Red Herring», le Service de premiers soins, ainsi que douze autres clubs et services, ont désormais un budget allant de 400\$ à 21 700\$. Avec ces amendements, les revenus totaux de l'AEUM sont évalués à 2 720 072\$, et ses dépenses à 2 717 823\$, laissant un surplus de 2 249\$. 

## Philosophie

## Idéal-logique

«L'approche est la suivante: il s'agit de prendre chaque sphère sociale (art, culture, science, économie, politique...) et de déconstruire le discours officiel qui masque généralement des rapports de force et tout jeu de pouvoir, pour enfin proposer une solution idéaliste, qui fasse partie d'un projet esthétique.»

-GUILLAUME GINGEMBRE

## Halte à la guerre

GUILLAUME GINGEMBRE ET TOMOKO ILDA

Les théories actuelles de la justice, qu'elles soient de «droite» ou de «gauche», ont toutes pour but de justifier l'injuste. Elles fondent abstraitement une inaction dans le domaine social et aboutissent, en fin de compte, à pérenniser un statu quo choquant, favorisant une minorité privilégiée.

Prenons par exemple l'une des dernières théories de la justice en date, celle de Rawls. Il s'agit, par l'invention de règles procédurales très contestables, de justifier une minimisation des couvertures sociales. Et pour fonder cela, il imagine un État de nature très original, constitué de citoyens ne connaissant pas leur position dans la société, pouvant donc discuter objectivement du meilleur système de protection sociale ne défavorisant ni les plus riches, ni les plus pauvres. Sans souligner ici avec Sandels et McIntyre l'aberration philosophique que constitue la dissociation de la conscience morale de la conscience pratique, il est très étonnant que le modèle proposé et présenté comme un modèle universel de justice ne puisse s'appliquer que dans les sociétés capitalistes d'Occident et ne fasse que grossièrement reproduire le système existant.

En fait, cette caricature pointe un problème récurrent des conceptions déontologiques de la justice dans les sociétés capitalistes actuelles: ne pouvant fonder objectivement les règles organisant la société, les théoriciens ont recours à ce qu'ils appellent l'état de nature, c'est-à-dire un état pré-social sorti tout droit de leur imagination et en total décalage avec l'histoire.


En réalité, ils inventent ce qu'ils veulent, mais surtout ce qui les arrange pour fonder leur thèse et défendre les intérêts d'une minorité. Et c'est sur ces bases douteuses qu'est bâti notre système de justice actuel. Idéalement le «pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple», la démocratie, telle qu'elle est pratiquée de nos jours, n'est en fait qu'une démocratie d'un jour (celui des élections) justifiant une oligarchie profondément inégalitaire.

Mais rien n'est fatal et il existe des solutions praticables pour sortir de ce système qui ne se renforce que par notre collaboration négative, ou active (vous connaissez les machines qu'on produit en série dans l'édifice Bronfman). Ces solutions se basent sur ce qui est ignoré et nié dans notre dictature du profit et de l'inégalité: la responsabilité et le dialogue. Autrement dit, la solution doit être communautaire et concrète. Au lieu de considérer abstraitement la justice et sa pratique, les individus doivent être impliqués dans sa définition ainsi que dans sa réalisation.

S'affranchissant d'un état passif face aux effets néfastes d'un système dépassé et de toute façon injuste, les individus doivent s'organiser en petites communautés pour discuter concrètement de leur situation et apporter des solutions adaptées aux différents besoins des individus et des sphères de justice. Il est absurde de vouloir appliquer les mêmes principes à des domaines aussi différents que l'éducation et la santé, la solidarité et l'économie. Chacun de ces mondes a des exigences différentes et chaque situation au sein de ces mondes nécessite des solutions différentes. Et le seul moyen de concilier ces différents besoins est de réintroduire une culture du dialogue et de la «traduction», c'est-à-dire l'ouverture à l'autre pour admettre sa subjectivité, et par là même tendre vers la vérité, ou en l'occurrence une matérialisation de l'idéalité de justice.

Si l'on considère que les individus sont tout d'abord définis par leur représentation et que ces représentations ne sont matérialisées qu'à travers le langage, la communication véritable passe par la traduction du langage de l'autre pour aboutir à une réelle compréhension. Ceci implique une remise en question de ses propres convictions et une compréhension de sa position dans les termes de l'autre, pour pouvoir trouver une solution objective et un juste milieu.

Cette démarche se rapproche des dialogues platoniciens dont le but est d'atteindre la vérité et la sagesse; elle implique également de croire sincèrement en la réalité des perfections humaines. Mais cela suppose une certaine forme de respect et d'amour de l'autre et de la communauté, en même temps qu'un haut degré de désintéressement. Cet état d'esprit est ce qui manque le plus dans la société actuelle. Un changement de mentalité est sans doute le préalable à toute révolution silencieuse qui améliorerait drastiquement le système.

La seule issue: une révolution existentielle. Oublions cette chasse au superficiel absurde pour se rediriger vers l'essentiel: la liberté, l'amour, la beauté et la justice qui anoblissent l'action humaine et lui donnent une certaine forme de signification! 

## Vous voulez vivre une expérience INOUBLIABLE!

## Inscrivez-vous au Programme de moniteurs de langues officielles

Faites connaître votre langue et votre culture tout en découvrant une culture différente et en faisant l'expérience d'un travail des plus intéressants. Comment? En vous inscrivant à ce programme de stages offerts à travers le Canada.

Le travail de stagiaire consiste à aider des élèves qui étudient le français, langue seconde, ou le français, langue maternelle, à améliorer leurs compétences linguistiques. Pour être admissible, vous devez avoir obtenu au moins un diplôme d'études collégiales (DEC) à la fin de la présente année scolaire.

## Rémunération

Pour les moniteurs à temps partiel : 4 000 \$* pour 8 mois de travail à raison de 8 heures par semaine.	Pour les moniteurs à temps plein : 12 500 \$* pour 9 mois de travail à raison de 25 heures par semaine.
--	--

\* Certaines indemnités peuvent s'ajouter au salaire.

Date limite d'inscription : 15 février 2001

Pour en savoir davantage sur le Programme, vous pouvez :

- visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (<http://www.cmec.ca/olp/>);
- composer le 1 877 866-4242;
- vous adresser à la personne responsable de l'aide financière aux études dans votre établissement d'enseignement ou encore à la direction régionale du ministère de l'Éducation la plus proche de chez vous.

Québec  
Ministère de l'Éducation



Patrimoine canadien



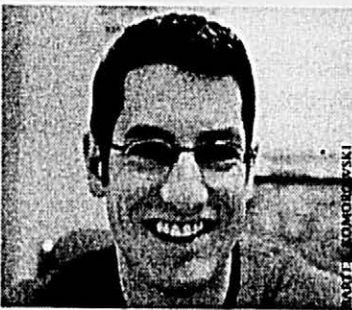
Canadian Heritage



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)  
Council of Ministers of Education, Canada



Wojtek A. Baraniak est déçu de la perte de temps occasionnée par le SPS.



Kevin W. McPhee présente le budget final.



Jeremy Farrell tient ses promesses électorales



Télévision

# Nouvelles familles téléromanesques

JULIANE BERTRAND

**A** Entre les dessins animés de "Ciné-Cadeaux", les grands classiques cinématographiques de Noël et "La Fureur du jour de l'an", le téléspectateur québécois moyen a certainement trouvé quelques minutes pour s'ennuyer de ses téléromans, qui occupent en général plusieurs positions au sommet des palmarès des cotes d'écoute.

La semaine du 7 au 12 janvier a permis aux nombreux amateurs de téléromans et téléseries de retrouver leurs personnages favoris. Alors que TVA a choisi de rediffuser les derniers épisodes du "Retour", d'"Histoires de filles" et de "Km/h" pour rappeler au public les principales intrigues, Radio-Canada a opté pour la diffusion de nouveaux épisodes. En plus de retrouver "Le Monde de Charlotte", "Watatatow", "Virginie", "4 et demi...", "Bouscotte" et quelques autres, les téléspectateurs ont eu droit à quatre nouveaux téléromans : "La Vie, la vie", "Mon Meilleur Ennemi", "Fred-Dy", et "Sous le signe du Lion. La suite".

Les partisans de l'absurde regretteront, certes, la énième reprise de "La Petite Vie", car le téléroman qui a repris la case horaire du lundi 19h30, "La Vie, la vie", appartient à un tout autre registre. Au lieu de faire un portrait du quotidien par l'exagération, Stéphane Bourguignon, l'auteur de ce nouveau téléroman, tente de décrire la vie quotidienne



Triangle amoureux pour Mon Meilleur Ennemi

avec un certain réalisme. Il met en scène un groupe d'amis dans la trentaine qui partagent les bons comme les mauvais moments. Les cinq personnages principaux (un couple parfait, un homosexuel malheureux en amour, une journaliste en quête de stabilité et un commis de club vidéo à qui rien ne réussit) représentent différentes réalités nouvelles auxquelles est confrontée la Génération X. Malheureusement, l'intrigue du premier épisode était difficile à suivre, car on ne comprenait pas exactement à qui on avait affaire. Les personnages ont été mieux définis dans les diverses revues traitant des nouveautés télévisuelles que dans ce premier épisode. Le téléroman "La Vie, la vie" semble promis à un bel avenir, mais il faudra encore quelques épisodes pour bien établir le contexte et les protagonistes.

À l'inverse, l'auteur de "Fred-Dy", Normand Canac-Marquis, a bien su camper ses personnages dès le début de l'épisode. En effet, on a pu voir Frédéric et Dyane, le couple principal, interprété avec humour et subtilité par Luc Guérin et

Dominique Pétin, accueillir les deux employés du petit restaurant qu'ils dirigent et réveiller l'un après l'autre les multiples enfants qu'ils ont adoptés ou recueillis. Une famille élargie où les liens reposent sur l'amitié plutôt que sur l'hérédité, donc. Comme dans "La Vie, la vie", le partage de valeurs est effectué avec le groupe qu'on s'est construit plutôt qu'avec la famille au sens traditionnel du terme.

Ce cercle qu'on s'est soi-même formé est tout aussi important dans "Mon Meilleur Ennemi". Dès la première scène, le téléspectateur voit trois adolescents qui deviennent amis au cours d'un camp de vacances. Puis, il retrouve ce trio qui, maintenant dans la trentaine, continue à partager cette amitié sincère. Malheureusement, les comédiens, Macha Grenon, Pascale Montpetit et Stéphane Breton, semblent peu à l'aise avec les textes de Suzanne Aubry et Louise Pelletier. Même si c'est un défaut qui devrait disparaître à mesure que les acteurs, excellents par ailleurs, apprendront à connaître les motivations de leurs personnages, cela a suffi à me faire éteindre mon téléviseur après une vingtaine de minutes. Quelques amateurs de téléromans m'ont cependant avisé que la seconde demi-heure était plus intéressante que la première, ce qui semble indiquer que "Mon Meilleur Ennemi" réussira finalement à rejoindre son public.

Enfin, la dernière nouveauté est la suite de "Sous le signe du Lion". Guy Fournier y reprend les personnages créés par



Fred et Dyane: des chefs de clan débonnaires

Françoise Lorranger, mais il y apporte son style propre. Alors que la première partie du téléroman reposait souvent sur des discours

Triangle d'enfer sous le signe du lion intérieurs de Martine (magistrale Suzanne Clément) ou de son père Jérémie (Jacques Godin à son meilleur), Guy Fournier utilise plutôt des personnages secondaires auxquels les protagonistes peuvent s'adresser, telle Geneviève, la femme de Beaujeu (Jacques Lussier), qui sert avant tout d'oreille attentive et de faire-valoir à son époux. Ce changement rend le milieu de "Sous le signe du Lion" beaucoup moins austère. Au lieu de tout garder pour soi, les personnages peuvent exprimer ce qu'ils ressentent. Comme le dit Annette (une Danielle Proulx un peu moins naturelle que dans la première série), le temps des mensonges et des secrets est fini, même si la vérité met en danger la stabilité financière de la famille Martin... Eh oui! On retrouve dans "Sous le signe du Lion" une famille véritable quoique peu unie, le Québec de 1960 n'ayant pas encore remplacé l'ordre familial traditionnel par les valeurs de l'amitié des autres premières téléromanesques québécoises de ce nouveau siècle. ☉

## C'EST TROP D'HORREUR!

DANIEL DESCHÈNES

**A** La nuit a toujours eu un pouvoir inexplicable sur l'imaginaire. Un hypnotisme qui nous transporte dans un état second, presque métaphysique. À son contact, nous devenons ange, démon, suicidaire ou fou.

Amélie Nothomb écrit des heures à sept heures du matin en utilisant la nuit comme inépuisable catalyseur. Personne ne peut contredire le fait qu'on ne pense pas aux mêmes choses en marchant sur les rues tranquilles lorsque la Lune nous regarde et nous suit. Et, dans le livre qui nous intéresse ici, les personnages sont des ombres, des fantômes, qui hantent le calme tout relatif d'une soirée aux étoiles.

Stanley Péan, on le connaît. Il écrit ses chroniques hebdomadaires dans le cahier Livres de la Presse, peut-être avez-vous lu de lui Zombi Blues ou un de ses romans jeunesse. Il vient de publier un recueil d'histoires intitulé La nuit démasque. Pourquoi histoires? A-t-il peur du mot «nouvelles»? Il faudra un jour m'expliquer la différence parce que j'ai du mal à la saisir. Néanmoins, ce «petit genre», tel que l'appelait Gilles Marcotte, est celui qu'il a retenu.

Péan joue sur deux registres: le fantas-

Il y a un je-ne-sais-quoi de déjà-vu dans ces histoires, un sentiment d'assister à des récits déjà joués d'avance, que l'on connaît. Ainsi, la description des critiques culturels et littéraires que peint la narratrice de Blues en rouge sur blanc à des airs de famille avec la pièce En circuit fermé de Michel Tremblay. Nous reconnaissons très bien le même type de commentaires sur le snobisme et l'allusion au fait que les critiques sont des gros tas qui s'empifrent dans les cocktails de lancement.

Dans Monsieur Toulemonde, le trait tracé pour dépeindre le Québécois moyen de banlieue raciste, égocentrique et vulgaire est tellement gros qu'on se croirait au spectacle de Patrick Huard, au beau milieu

de son numéro du chauffeur de taxi. Je ne crois pas qu'aucun homme de Boucherville pourrait se sentir visé par cette diatribe par trop exagérée. La littérature, si elle tient à avoir un rôle social, doit se coller d'une façon ou d'une autre au milieu qu'elle décrit, sous peine de passer à côté de son but. La caricature fait rire, mais fait-elle réfléchir?

**Péan joue sur deux registres: le fantastique et le suspense, et ce, souvent simultanément.**

Il ne faut cependant pas renier le plaisir évident qu'apporte la lecture de ces textes. Péan possède un don assez rare pour raconter. Plus important encore, au

moment où on s'apprête à abdiquer et à changer d'histoire parce qu'on a compris le message, un punch knock-out nous est lancé, de la droite, puis tout de suite après, un autre de la gauche. Par exemple, dans Un lièvre dans un collet (à mon humble avis la plus réussie, la plus humaine), un homme que l'on croit voleur de bungalows, se transforme en tueur, en suicidaire, en pauvre type. Superbes transpositions qui jouent avec nos attentes de lecture à toutes les pages. Stimulant.

Nous pourrions longtemps débattre de la nouvelle, de sa pertinence, de son potentiel de profondeur, mais limitons-nous au commentaire suivant: Péan réussit ce qui est le but premier du court récit: le divertissement. Là où le bât blesse, c'est que ses personnages sont tellement typés, forgés à même nos angoisses les plus folles (celles dont nous nous disons constamment qu'elles sont le fruit de notre paranoïa), que le lecteur, malgré toute sa bonne foi, n'y croit pas, n'y voit qu'un récit plaisant, là où il aurait pu être une critique de nos véritables démons intérieurs. ☉



Cinéma

# La drogue passée aux filtres fins

CÉDRIC LAVAL

**Q**uelques mois seulement après la sortie d'*Erin Brockovich*, Steven Soderbergh est de retour avec un nouveau film, *Traffic*, qui s'essaye à démonter les rouages de l'industrie de la drogue entre le Mexique et les États-Unis. Il pourrait ainsi réaliser l'exploit d'être nommé aux Oscars pour deux films différents. Dans le cas de *Traffic*, cette nomination serait amplement méritée.

La durée du film (2heures30) et les multiples branches de son scénario disent assez son ambition: apporter un éclairage sur le commerce de la drogue sans se limiter à l'un des maillons de la chaîne (production, vente, consommation...), embrasser dans une même forme les causes et les conséquences, les intérêts des puissants et les efforts dérisoires des autorités policières, la foi naïve de certains combattants et la duplicité des gouvernements concernés. Pour cela, trois fils principaux se déroulent selon un montage parallèle qui les fera se croiser dans le courant du film.

Le premier suit l'itinéraire d'un couple de flics mexicains (l'un d'eux est joué de manière saisissante par Benicio Del Toro auquel la nonchalance sensuelle et le rôle complexe

devraient valoir une nomination aux Oscars) amenés à travailler sous la houlette du général Salazar qui veut la peau d'un des deux plus grands cartels de drogue du Mexique, le cartel de Tijuana. Le deuxième nous transporte aux États-Unis, principalement entre Cincinnati et Washington, où le juge Robert Wakefield (Michael Douglas) vient d'être nommé à la tête de la cellule anti-drogue du gouvernement américain et cherche à comprendre les tenants et les aboutissants de sa lutte... sans se rendre compte que le front passe dans sa propre maison où sa fille adolescente est en train de sombrer dans la toxicomanie. Enfin, le troisième fil nous mène à San Diego où un trafiquant local vient de

tomber aux mains de la police et s'apprête à témoigner contre un baron de la drogue californien dont la femme (Catherine Zeta-Jones) ignorait tout des activités criminelles (?).

À partir de cette trame qui pourrait être confuse, Steven Soderbergh propose une narration fluide qui progresse sans entorse temporelle vers la réunion de ces trois fils. Il décrit par là-même le principe des vases communicants qui préside au commerce de la drogue et en rend complexe (sinon illusoire) la lutte. Surtout, au-delà des bandeaux de localisation qui facilitent le repérage dans les premières scènes, le spectateur parvient à se situer sans difficultés grâce au traitement de

l'image qui particularise chacun des lieux principaux.

Le Mexique est traité comme le lieu de l'étranger par excellence (les réalisateurs et producteurs ont eu le bon goût de laisser les acteurs s'exprimer en espagnol). Dans des tons ocres et orangés, l'image est granuleuse, la caméra nerveuse (en état d'urgence davantage qu'en position d'objectivité): la distance avec le spectateur est ici maximale, rendant toujours sensible le travail du réalisateur sur l'image qu'il construit. Aux États-Unis, nous plongeons dans l'étrange: les dominantes de bleu et de blanc rendent l'image glacée, transforment le quotidien en une version inquiétante des *X-Files*, font songer à une secte lorsque l'on se trouve dans une réunion pour alcooliques anonymes. Enfin, le troisième lieu (San Diego) représente une zone frontière où l'image semble se rapprocher d'un traitement plus réaliste, dépouillée des multiples filtres qui prévalaient jusqu'alors, et ce parti-pris s'avère lourd de conséquences dans l'appréhension générale du film.

L'excellence d'un réalisateur comme Soderbergh, qui est parvenu à maintenir sa griffe d'auteur à l'intérieur du système hollywoodien, se mesure à sa faculté d'appropriation d'un scénario dont il optimise les qualités en réduisant les défauts. Car défauts il y a: le couple de flics californiens qui fait pendant à leurs collègues du Mexique semble constituer la caution humoristique du film, créant par là-même une fausse note dans la tonalité générale (comme si les personnages de *L'Arme fatale* s'étaient trompés de film mais persistaient à égrener leurs blagues vaseuses entre deux coups de revolver).

La partie proprement américaine surtout peut être exaspérante dans sa volonté moralisatrice qui transparait de manière exemplaire au travers du lien établi entre la drogue et le sexe (la drogue entraîne le sexe, or la drogue est mauvaise, donc le sexe est mauvais). La rédemption finale, jusqu'au discours de Michael Douglas qui veut briser avec l'hypocrisie des autorités, sont frappés d'un même sceau schématique qui proclame la reconstitution de l'unité familiale, rempart ultime contre l'ennemi de l'extérieur. Heureusement, ce schématisme est sapé par la mise en scène qui rend douteuse une réconciliation placée sous le signe de l'étrange, qui ironise presque dans la façon dont elle montre un juge collet monté patrouillant au volant de sa Mercedes dans les quartiers pauvres de la ville, à la recherche de sa fille en fugue.

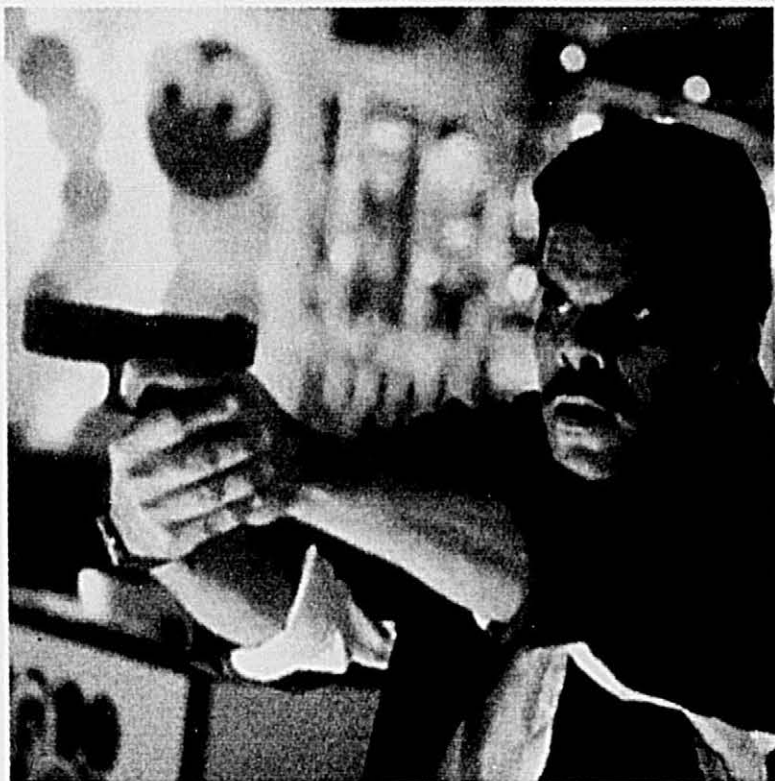
Ce n'est pas dans l'espace fausse-



Assassin mexicain




Michael Douglas est le juge Robert Wakefield



Bonjour la police américaine...



...et mexicaine

ment rassurant de la morale américaine que se situe le point de vue du cinéaste, mais dans cette zone-frontière où disparaissent les filtres, seule zone où se croisent tous les personnages au hasard d'un poste douanier, une zone potentiellement instable où se mêlent les signes de l'innocence et de la culpabilité (le personnage de Catherine Zeta-Jones basculant dans le trafic de la drogue), où se nouent et se dénouent les alliances, une zone où se consomment la délation et la trahison, proclamant le refus du manichéisme et les combinaisons protéiformes du trafic de drogue. Entre l'étrange et l'étranger, bienvenue dans le monde réel... 



## Théâtre

# Les riches vont au théâtre d'été l'hiver

ANNE-MARIE ROLLIN

**M**ambo Italiano est une pièce sans subtilité, aucune. Les «messages» que prétend nous envoyer l'auteur, Steve Galluccio, sont gros comme un écran du Paramount et, pis encore, on y reconnaît l'humour facile qui pollue notre petit écran depuis trop longtemps déjà

Steve Galluccio participe à l'occasion à l'écriture de séries télévisées telles que Le bonheur est dans la télé, Histoire de filles et Un gars, une fille. La classe supérieure du public cible de ces émissions se déplace en grand nombre depuis le mois de décembre pour assister à la production cadette de la Compagnie Jean Duceppe: Mambo Italiano. Après moins de deux minutes, ces têtes grisonnantes aux bagues pesantes et aux parfums de 'madames et messieurs accomplis professionnellement', capables de se payer des billets de théâtre au plein prix, se font aller le gorgotton haut et fort. Sans farce, il y a un véritable concours dans la salle (Qui rira le plus souvent? Qui en aura le plus pour son argent?).

C'est le théâtre d'été des riches qui, précisément parce qu'ils sont riches, peuvent se permettre de rire l'hiver.

Comme dans toute pièce de théâtre d'été qui se respecte, les personnages sont caricaturaux et l'histoire sans dessus dessous. Un jeune montréalais au début de la trentaine annonce à ses parents italiens que son colocataire est en fait son amant. Les parents réagissent avec exubérance. Après tout, ils sont italiens! La mère de l'amant en question, italienne elle aussi, finit par être au courant, et réagit encore plus vivement. Après tout, ça ne peut devenir que de plus en plus italien!

Une fois que le public cible a déjà rit un bon coup (mon amie et moi n'en faisons vraisemblablement pas partie), l'auteur est libre de beurrer encore plus épais. Il peut même se permettre des fantaisies. Pourquoi ne pas faire entrer en scène un nouveau personnage qui représente le

«côté féminin» du protagoniste? Il faut bien que quelqu'un joue le rôle du psychothérapeute. Si on ne fait pas parler les personnages, comment les gens peuvent-ils comprendre?

À l'entracte, tout le monde se regarde, perplexe. Est-ce que c'est fini? «Ben non mon lapin, on est au théâtre d'été!»

Définitivement, Steve Galluccio flatte dans le bon sens du poil. Pour être bien certain que le message ne s'est pas perdu en cours de route, il fait faire un trois-quart de tour à l'histoire et (ENFIN!) met dans la bouche de son héros la seule phrase qu'il avait à dire: «Je ne voulais pas que mes parents meurent sans savoir que leur fils est véritablement».

Mambo Italiano tourne autour du pot. La preuve? La sortie du placard (le coming out) n'est pas représentée; seules ses conséquences le sont. Il va sans dire que cette pièce a eu droit à une bonne couverture médiatique au sein de la communauté gaie, cette même communauté qui ne manque

pas une occasion de prouver aux jeunes qu'il n'y a rien de mal à s'afficher. Enfin, pour le modèle, on repassera. La démarche est trop personnelle. C'est la crotte que Steve Galluccio a sur le cœur qui nous est présentée. Dans la première partie, on répète environ à trois reprises «qu'il n'y a rien de pire qu'être gai et italien».

Dans tout le matériel promotionnel de la pièce, une citation de Galluccio fait figure

d'étendard: «Il y a toujours des «messages» dans mes pièces mais ce qui importe le plus c'est qu'elles soient drôles et divertissantes». La subtilité des uns n'est pas la subtilité des autres. ☉

Mambo Italiano, au Théâtre Jean Duceppe jusqu'au 3 février



Les parents italiens de Mambo Italiano dans toute leur splendeur: digne d'un théâtre d'été!

## Exposition

## Finir en beauté

ZDENKA DOBIASOVA

**D**es écrits sur le mur, des paroles, des souvenirs, des images et des objets. Une phrase qui émerge du tas, qui unifie, qui touche. Une plainte timide, un lyrisme rêveur, un espoir exprimé: «Je suis là, parmi eux, mais ailleurs déjà.»

La folie millénaire prend fin, de même que l'exposition findsiècle@mccord, qui a été lancée le 21 avril 2000 dans l'imposant bâtiment du Musée McCord. Celui-ci nous offre une exposition multimédia mettant en parallèle deux journées de fin de siècle. La vie quotidienne des jeunes femmes vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et celle relatée par trois jeunes montréalaises à l'aube du troisième millénaire y sont subtilement comparées, amenant le visiteur à réfléchir sur le progrès et sur la qualité de vie d'aujourd'hui par rapport à celle d'il y a cent ans. Des témoignages émouvants et parfois tristes sont tissés dans les vêtements exposés, associés aux écrits variés et inscrits dans les visages des premières femmes universitaires.

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, ouvrière ou bourgeoise, la femme trouvait sa vraie carrière dans le mariage. Les condi-

tions de vie ne laissaient pas beaucoup de place au confort. La maladie, le froid, la pauvreté... que de périls à affronter par ces héroïnes en corset. Et pourtant, elles regardaient avec espoir vers le siècle qui arrivait...

Et puis juste à côté se jouent d'autres vies. Trois jeunes adultes habitant Montréal, racontent leurs histoires respectives. Au premier coup d'oeil, quelle différence! Mais en s'attardant un peu, on revient sur son jugement initial... Le même effort de satisfaire aux pressions sociales, aux souhaits des parents, et de l'entourage, le même malaise face aux rôles rigides, la quête pour l'indépendance, l'autosuffisance, et les yeux toujours tournés vers l'avenir. Une mère célibataire, qui s'occupe seule de son petit garçon, une étudiante qui travaille comme barmaid dans un club pour pouvoir s'acheter de beaux habits, un jeune homme travaillant dans l'informatique...

À travers les âges et les époques, revient une expérience commune: celle d'une jeunesse pleine d'idéalisme, une confiance dans la lutte avec les obstacles quotidiens, et un optimisme qui persiste. Serait-ce l'essence de la condition humaine? Est-ce cela qui nous relie toutes, et tous, à cette

première génération d'étudiantes, sorties diplômées de McGill, ces Donaldas en habits austères? Ou encore, à cette femme qui cherchait en vain à exister autrement, être femme autrement?

La pénombre de la salle du deuxième étage du Musée inspire la réflexion philosophique, tout en créant un espace intemporel. Cette exposition, qualifiée expérimentale par le guide, laisse en effet une impression indélébile sur la conscience du visiteur. Le temps et l'histoire y sont explorés dans des dimensions nouvelles, par des médiums très différents, tels que la photographie, la narration, le costume et l'audiovisuel. Une composition artistique d'indices, un puzzle humain et historique à recomposer soi-même, des extraits tirés au hasard du grand roman montréalais, de l'histoire que l'on écrit tous au jour le jour. ☉

findesiècle@mccord est présentée au Musée McCord, 690 Sherbrooke Ouest jusqu'au 21 janvier. L'entrée est gratuite tous les samedis matins entre dix heures et midi. Profitez-en!




## Dossier spécial

## Fusions municipales

ANNIE SABOURIN

La semaine dernière, lors d'une conférence de presse, la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Louise Harel présentait les comités de transition pour les fusions municipales incluses dans le projet de loi 170. Le 1er janvier 2002, cinq nouvelles villes seront créés. Il semble donc propice de présenter un dossier spécial sur les fusions municipales.

C'est pourtant le cas du Québec qui nous intéresse. Question d'argent, de standard international, de services, d'équité, de politique, voilà des raisons invoquées par le gouvernement québécois. Nous ne désirons pourtant pas faire ici un procès des fusions, mais bien vous informer à leur sujet, alors même que le processus s'enclenche. Direction: janvier 2002! 

Ce projet du gouvernement Bouchard est très critiqué. Les régions de Québec et de Montréal ont eu droit à leurs manifestations et dans le cas de certaines municipalités à leurs référendums. Toutefois, le Parti Québécois n'est pas le seul parti à croire que les fusions représentent une solution adéquate. En effet, le gouvernement conservateur de Mike Harris en Ontario et le gouvernement du Nouveau Parti démocratique du Manitoba ont choisi cette solution dans le cas de Toronto, Ottawa, Sudbury et Winnipeg. Trois partis, trois idéologies, même solution! Il y a de quoi réfléchir.

# À la conquête de l'Outaouais

ANNIE SABOURIN

Une fusion pour Hull, Gatineau, Buckingham, Aylmer et Masson-Anger

Le projet de loi 170 n'affecte pas que la région de Montréal. La rive est du canal Rideau doit elle aussi se fusionner pour ne devenir qu'une seule entité municipale, la ville de Hull-Gatineau. Cette fusion est pourtant beaucoup moins connue au Québec.

Le 1er janvier 2002, Hull, la ville-centre, sera fusionnée à quatre autres municipalités environnantes: Gatineau, Aylmer, Buckingham et Masson-Anger. C'est la décision du gouvernement de Lucien Bouchard lorsqu'il a présenté le projet de loi 170. Il s'agit d'une fusion parmi tant d'autres, mais avec des caractéristiques légèrement différentes.

«mobiliser», explique Josée Sabourin, adjointe au directeur général de la ville de Hull et responsable du dossier de la fusion auprès du conseil de la ville. Il y avait donc des personnes opposées à la fusion, même au sein du conseil de la ville, mais elles n'avaient pas le même appui qu'ailleurs.


Tout comme sur l'île de Montréal, ce sont les

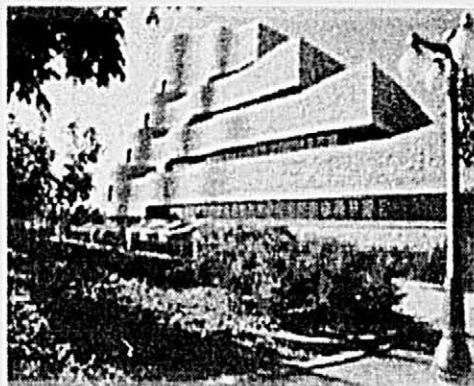
des petites villes autour de Hull payeront pour les services que leur offre la ville-centre.

cinq conventions collectives pour n'en faire qu'une seule. Un autre aspect important de cette fusion, qui la différencie principalement de sa sœur voisine, la ville d'Ottawa, est qu'il est impossible de supprimer des postes parmi les fonctionnaires, car ceux-ci sont protégés par le Projet de loi 170. Ce qui arrivera probablement serait que les fonctionnaires approchant la retraite se verront offerts une retraite anticipée, diminuant ainsi le nombre de fonctionnaires à placer.

## Des avantages politiques et économiques

Si le tout s'est fait si calmement, c'est qu'il doit bien y avoir des avantages derrière ce projet. «Il va finir par y avoir des économies à long terme», affirme Josée Sabourin avec certitude. Il est certain qu'à court terme, il n'y aura pas d'économies faites par la nouvelle ville. Mais le fait de fusionner les services et les administrations permettra des économies à moyen et à long terme. L'opposition à la fusion affirme quant à elle que les municipalités ne gagneront pas à diluer les services et qu'aucune économie ne sera faite.

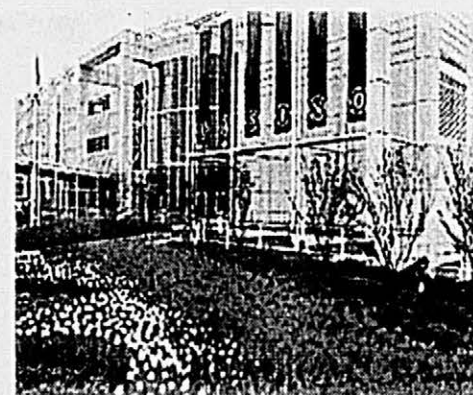
D'un point de vue politique, les municipalités sont gagnantes. «Nous allons parler d'une seule voix. Nous allons penser en terme de région et non de municipalités et ainsi nous aurons plus de poids politique», explique Josée Sabourin. Les municipalités mettront donc en commun leurs objectifs pour être plus fortes, et obtenir plus du gouvernement. Face à la ville d'Ottawa, les avantages de la fusion de la région de l'Outaouais ne sont pas très importants. La nouvelle ville aura 224 000 habitants, mais ne sera pas encore comparable à la nouvelle ville d'Ottawa qui regroupe maintenant 12 municipalités différentes. 



Le Musée canadien des civilisations



La marina de Hull



Le casino de Hull

## Et cette fusion, alors?

Les cinq municipalités seront fusionnées. En 2002, il ne restera plus qu'une seule ville, aucun arrondissement. Comme dans le cas des autres fusions, un comité de transition a été nommé la semaine dernière par la ministre aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel. Ce dernier est constitué de six membres, en plus du secrétaire. Il entrera en fonction dès lundi prochain, soit le 22 janvier 2002. «Ils seront des gestionnaires, car ils n'ont aucune connaissance dans le domaine municipal», explique Josée Sabourin. Ils vont donc s'entourer de fonctionnaires dans le but de préparer les élections qui auront lieu le 4 novembre prochain. Le tout ira jusqu'au nom de la nouvelle ville qui ne sera pas nécessairement Hull-Gatineau, nom employé dans le projet de loi 170.

Fusionner cinq municipalités n'est pas une tâche facile. Le plus difficile sera de fusionner les

## Pas de grabuge comme à Montréal et à Québec

La fusion unissant les cinq villes de la région de l'Outaouais n'a pas été autant médiatisée que celles planifiées par le gouvernement Bouchard. Il y a une raison évidente derrière ce fait: la faible opposition. Il n'y a pas eu de manifestations, de référendum, de pétitions. Il y a bien eu une coalition contre la fusion forcée, mais la population n'a pas suivi. «Les gens ne sont pas portés à se

petites villes qui se sont plaintes le plus. L'une d'entre elles, la ville de Buckingham, a même demandé qu'il y ait tout au cours du premier mandat, étendu sur quatre ans, des centres de services de proximités dans chacune des anciennes municipalités, à l'exception de celle où sera l'Hôtel de ville. Parmi les raisons derrière cette opposition à la fusion, est la peur de voir le compte de taxe augmenté. Celui des habitants de Hull n'augmentera pas puisqu'il est déjà plus élevé que la moyenne, en raison de la position de la ville en tant que centre régional. Les taxes augmenteront probablement. Mais pour une fois, les habitants



# Loi 170 pour Montréal et la Rive-Sud

JONATHAN ARÈS

**L**e 20 décembre dernier, le projet de loi 170 sur les fusions municipales a été adopté. Ceci marque une nouvelle ère pour Montréal et la Rive-Sud.

Dès le 1er janvier 2002, la ville de Montréal s'étendra sur toute l'île, englobant ainsi toutes les municipalités de l'Ouest de Montréal, communément appelé "West Island", ainsi que les villes de Montréal-Nord, Anjou, St-Léonard, Montréal-Est, Westmount et Outremont. Ainsi, avec ses 1 700 000 habitants, Montréal deviendra la deuxième ville la plus importante, après Toronto. Le nouveau grand Montréal sera divisé en 26 arrondissements, respectant généralement les limites territoriales des anciennes municipalités. Pour ce qui est de la Rive-Sud, les villes de Longueuil, Brossard, St-Hubert, Greenfield Park, Boucherville, St-Lambert, St-Bruno et Lemoyne formeront la nouvelle ville de Longueuil, qui deviendra avec ses 380 800 habitants, la troisième plus grande municipalité au Québec.

## Arrondissement, Conseil de ville et Communauté métropolitaine de Montréal

Ces deux nouvelles villes seront divisées, de la même façon que Québec et Lévis, en arrondissements de tailles diverses (26 pour Montréal et 7 à Longueuil). Chaque arrondissement siègera un conseil composé de trois à six élus. Ce dernier n'aura aucun pouvoir d'emprunt, mais sera responsable des dossiers suivants: modifications aux règlements de zonage, dérogations mineures au règlement d'urbanisme, prévention en matière de protection contre les incendies, enlèvement

des déchets domestiques et des matières résiduelles, développement économique local, aménagement et gestion des équipements locaux sportifs, culturels ou de loisirs, organisation des loisirs sportifs et socio-culturels, voirie locale, émission de permis, octroi de subventions aux associations à portée locale, consultation et information de la population. De plus, chaque arrondissement sera responsable de la dette qu'il détenait avant la fusion.

Ce sera le nouveau conseil de ville, formé de 71 conseillers municipaux, de 26 conseillers d'arrondissement, et d'un maire élu par suffrage universel qui détiendra les cordons de la bourse. Il appliquera, si nécessaire, le principe de la péréquation qui permettra aux arrondissements les plus pauvres d'avoir de l'argent supplémentaire provenant d'arrondissements mieux nantis. Les compétences du nouveau conseil de ville seront l'aménagement-urbanisme, le développement économique, comprenant les volets industriel, touristique et commercial de même que la responsabilité des grands parcs, événements et équipements culturels, sportifs et scientifiques, le réseau artériel municipal, la production et la distribution de l'eau potable, les pompiers et la planification du schéma de couverture des risques, le logement social, mais également la création d'un fonds de développement du logement social, la sécurité publique et civile, le transport collectif.


La Communauté urbaine de Montréal, quant

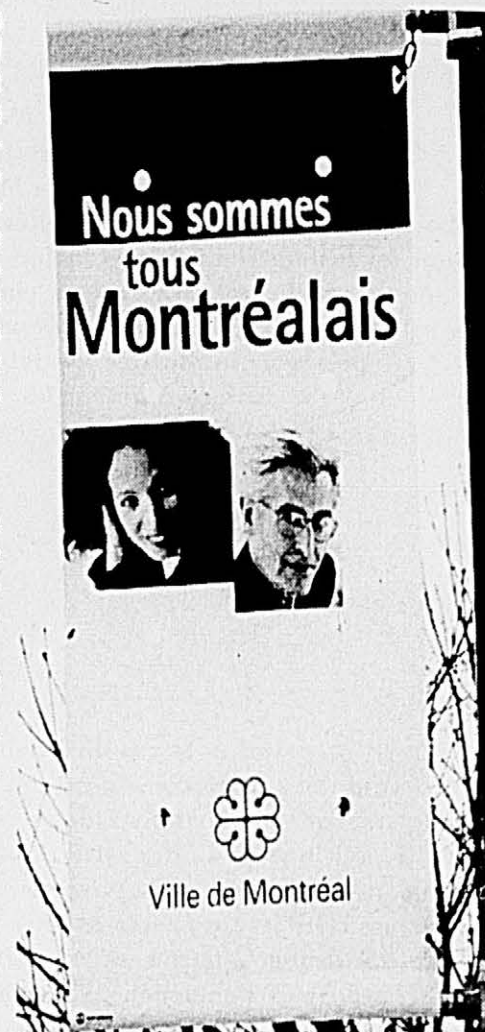
à elle, disparaîtra, laissant sa place à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), qui inclura la Rive-Sud ainsi que Laval (et la Rive-Nord). Cette dernière sera responsable des huit domaines suivants: l'aménagement du territoire, le développement économique, le logement social, les équipements infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, le transport en commun, la planification de la gestion des déchets, le développement artistique et culturel ainsi que l'assainissement de l'air et des eaux. Pour ce qui est de l'Agence métropolitaine de transport, elle transférera quelques uns de ses pouvoirs à la CMM.

## La transition

Un comité nommé par la ministre Harel sera responsable d'assurer la transition dans chaque nouvelle ville. Celui-ci devra également approuver toute demande d'emprunt d'une municipalité, effectuée après le 31 décembre 2001.

L'Union des maires de banlieues sur l'île de Montréal (l'UMB), a annoncé qu'elle laisserait tomber les procédures judiciaires afin de stopper ou de modifier la loi 170. Cependant, ceci n'enfreindra pas les contestations judiciaires de certaines villes, comme Westmount ou Baie-d'Urfé.

C'est en novembre prochain que le premier conseil municipal sera élu. Le maire de Montréal, Pierre Bourque, ainsi qu'un nouveau parti formé par les maires de banlieues de l'île de Montréal, devraient s'y présenter. Pour ce qui est de la Rive-Sud, le maire de Longueuil, monsieur Gladu, a l'intention d'y annoncer sa candidature. 



Malgré les apparences de la propagande, est-ce que l'unité règne sur l'île de Montréal?

# Restructuration municipale à Québec

MATHIEU GOSSELIN



Louise Harel, Ministre des Affaires municipales et à la Métropole a mené à terme son dossier

**D**epuis l'automne dernier, les maires de l'île de Montréal se querellent avec le maire Pierre Bourque au sujet du projet de loi des fusions municipales du ministre des Affaires municipales et à la Métropole Louise Harel. À Montréal, le projet de loi permettrait de former une ville unique sur l'île. À Québec, depuis quelques mois, des opposants et des partisans luttent contre ce même projet de loi affectant leur région.

La situation à Québec est très similaire à celle de Montréal. À Québec, tous les maires de la Communauté urbaine de Québec (CUQ), à l'exception du maire de la ville-centre, c'est-à-dire le maire de la ville de Québec Jean-Paul L'Allier, sont contre les fusions municipales forcées. En raison de la forte opposition à la restructuration municipale dans les régions de Montréal et de Québec, le gouvernement a dû mandater une personne pour chacune des deux régions à remettre un rapport sur les fusions. Le 2 octobre dernier, le mandataire du gouvernement pour la région de Québec, Jean-Louis Lapointe, suggérait dans son rapport à Mme Harel, le rassemblement de toutes les villes de la CUQ, ainsi que le regroupement de l'ensemble des municipalités de la Rive-Sud. Le 15 novembre dernier, d'après les grandes lignes du rapport de M. Lapointe, la ministre Harel a déposé à l'Assemblée nationale le projet loi 170 sur les fusions municipales au Québec. Après trente ans d'hésitations, l'objectif des regroupements municipaux préconisé par Mme Harel est de «mettre un terme au morcellement du monde municipal en milieu fortement urbanisé». Après son dépôt, le projet de loi 170 a été analysé en commission parlementaire et a finalement été adopté en chambre le 20 décembre 2000.

## Les arrondissements

Le 1er janvier 2002, les 13 municipalités de la Rive-Nord de Québec seront regroupées en une méga ville qui deviendra la deuxième ville en importance au Québec. Huit arrondissements,

d'environ 70 000 habitants chacun composeront la nouvelle ville de Québec. Ces arrondissements ont comme fonction de favoriser la participation locale des habitants dans la ville-centre et de supprimer la concurrence intermunicipale sur le territoire de la CUQ. La haute-ville de Québec, Sillery et une partie de Sainte-Foy formeront un arrondissement. La basse-ville de Québec, Limoilou et Vanier en constitueront un deuxième.

**Après trente ans d'hésitation, l'objectif des regroupements municipaux préconisé par Mme Harel est de «mettre un terme au morcellement du monde municipal en milieu fortement urbanisé».**

me. Les autres arrondissements seront le reste de la ville de Sainte-Foy et respectivement les villes de Charlesbourg, Des Rivières, Beauport, Cap-Rouge et «Québec Nord», formé par Loretteville et Val Bélar.


Sur la Rive-Sud de Québec, 13 municipalités

seront fusionnées avec la ville-centre de Lévis. Dû à la démographie moins importante de la nouvelle ville de Lévis, celle-ci sera divisée en seulement trois arrondissements. Les trois Municipalités régionales de comté (MRC) existantes (Desjardins, Chutes-de-la-Chaudière Est et Chutes-de-la-Chaudière Ouest) garderont leur titre de MRC en plus d'obtenir le statut d'arrondissement.

## Comment ça fonctionnera

Les futurs arrondissements de la vieille capitale «[seront] représentés par des conseillers municipaux élus au suffrage universel». Chaque arrondissement aura le droit d'être représenté devant le comité exécutif de la grande ville par un président et un représentant. Le conseil municipal de la capitale passera à «39 conseillers municipaux plutôt que 130 comme c'est le cas actuellement», en plus du nouveau maire. Dans les cinq nouvelles grandes villes, qui seront créées en 2002, aucun arrondissement n'aura un pouvoir de taxation, ce qui en choque plusieurs! Les seules responsabilités concernant la juridiction des arrondissements sont les «services de proximité tels que les loisirs, la collecte des ordures et l'émission de permis».

## La vision d'un fonctionnaire

Par le regroupement de plusieurs villes sur chacune des deux rives de Québec, le mandataire, M. Lapointe, souhaite former deux pôles économiques d'envergure pour l'agglomération de la capitale. Dans moins d'un an, la future ville-centre que formera Québec, réunira 75% de la population de la Rive-Nord de Québec et pourra ainsi «exercer un leadership incontesté dans le développement d'une vision commune et la prise de décisions cohérentes relativement aux enjeux métropolitains», croit M. Lapointe. 



# Montréal-Est: innocent sacrifié

CARL SAUCIER-BOUFFARD

Pierre Bourque, m'a avoué qu'il avait jadis fait ses débuts en politique parce que «ça allait mal à Montréal». Or, depuis l'adoption du projet de loi 170 sur les fusions municipales, 96,2 p. cent des résidents de Montréal-Est pensent qu'il n'a fait qu'empirer la situation...

Le 11 novembre dernier, j'ai eu l'occasion de dîner en compagnie du maire de Montréal, M. Pierre Bourque. Nous avons bien-entendu discuté du sujet le plus chaud des temps qui courent: les fusions municipales. Étant grandement inquiet des effets du projet «une île, une ville» sur l'avenir de ma municipalité, Montréal-Est, j'avais précédemment fait des recherches sur ce qu'elle deviendrait après s'être fusionnée à Montréal. J'ai donc confronté le maire de Montréal à la conclusion de mes recherches: Montréal-Est serait un des grands perdants de cette fusion. Le maire de Montréal n'avait pas un grand arsenal d'arguments pour contrecarrer cette thèse.

## La situation actuelle de Montréal-Est

Montréal-Est est la municipalité de l'île de Montréal qui possède le budget par habitant le plus élevé. Effectivement, Radio-Canada annonçait au début du mois de novembre dernier, que le budget par habitant de Montréal-Est est de 7563\$, alors que celui de Montréal est en moyenne de 1951\$. L'énorme budget de Montréal-Est s'explique simplement par le fait que les industries qui s'y trouvent, paient environ 95 p. cent du compte de taxe de la ville. En plus, les taxes municipales de Montréal-Est sont généralement inférieures à la moyenne montréalaise.

**Tout bien pesé, s'il était appliqué, le projet «une île, une ville» dépouillerait Montréal-Est de ses richesses monétaires, mais laisserait ses habitants respirer le même air pollué.**

Tout aussi crucial à ce dossier, les habitants de Montréal-Est sont généralement plus que satisfaits des services offerts par leur municipalité: bibliothèque municipale moderne, hôtel de ville charmante, plusieurs piscines publiques, patinoires, service de voirie, automobiles de surveillance, pour n'en nommer que quelques-uns. Montréal-Est alloue 288\$ par personne à l'octroi de services pour ses citoyens pendant que Montréal n'y en alloue que 72\$.

Jusqu'à maintenant, on pourrait confondre Montréal-Est à un paradis, n'est-ce pas? Pour éviter cette bévée, il est essentiel d'aborder les désavantages d'habiter à Montréal-Est. Paradoxalement, la source du plus gros inconvénient de Montréal-Est est à la fois la source de sa richesse: les industries. En faisant abstraction du paysage

qu'elles créent, le problème est qu'elles sont productrices de pollution, ce qui affecte la santé de tous. En effet, le Comité de Vigilance Environnementale de l'Est de Montréal annonçait le 24 octobre dernier lors d'une audience publique que la proportion des enfants de moins d'un an souffrant de maladies respiratoires est 75 p. cent plus élevé dans Montréal-Est / Pointe-aux-Trembles que dans l'ensemble de l'île de Montréal.

Si plusieurs résidents de Montréal-Est ont choisi de s'installer dans cette ville, c'est précisément parce qu'ils considéraient les avantages (services, tranquillité, coût de vie abordable, etc.) plus imposants que les désavantages (pollution, paysage, etc.).

## Les effets de la fusion

Selon M. Plante, conseiller municipal de Montréal et membre de l'équipe Bourque, les deux villes qui paieront les notes les plus salées, suite à la fusion, sont Montréal-Est et Dorval. Il est évident que le budget par habitant de Montréal-Est (quatre fois supérieur à la moyenne montréalaise) convergerait vers la moyenne montréalaise. Une baisse des services en résulterait automatiquement. Certains pourraient rétorquer qu'une diminution des services n'est pas assurée, car il y aura une économie d'échelle. Or, l'émission *Maisonneuve à l'écoute*, présentée à l'antenne de RDI, a annoncé que l'ancien maire de Toronto a lui-même été jusqu'à affirmer que Toronto a perdu des fonds en fusionnant ses municipalités.

## Ce qu'en pense M. Bourque

Selon le maire, toutes les villes partageront leurs ressources dans le but d'atteindre le «bien commun». Ainsi, tout le monde en bénéficierait. À travers ces paroles pleines de sagesse, le maire de Montréal semble oublier un élément vital: pour atteindre le bien commun, on doit non seulement partager les avantages de chaque ville (les ressources monétaires), mais on doit aussi partager leurs inconvénients (la pollution dans le cas de Montréal-Est). Or serait-il possible de transférer un mètre cube d'air pollué de Montréal-Est à Westmount? L'atteinte du «bien commun» du maire Bourque est un faux appel à l'idéologie égalitaire si chère à beaucoup de Québécois. Le projet du maire de Montréal est loin d'incarner un partage total, mais bien un partage partiel des ressources qui va à son avantage.

Tout bien pesé, s'il était appliqué, le projet «une île, une ville» dépouillerait Montréal-Est de ses richesses monétaires, mais laisserait ses habitants respirer le même air pollué. Les aspects charmeurs de cette municipalité disparaîtraient au détriment des personnes qui y résident présentement. Ainsi, Montréal-Est, innocent sacrifié, ne profiterait pas du «bien commun».

En ce qui concerne les réponses de M. Bourque à l'endroit de cette perspective, elles sont loin d'être réconfortantes. En effet, après avoir longue-



Montréal-Est est crucifiée pour le «bien commun».

ment bafouillé, il a été contraint de littéralement inventer des faits. «Les infrastructures de Montréal-Est sont pitoyables», a-t-il affirmé, dans le but de prouver que la municipalité a

**«Pour atteindre le bien commun, on doit non seulement partager les avantages de chaque ville...»**

besoin d'un plus grand pouvoir d'emprunt. De plus, pris au dépourvu, le maire de Montréal a fait une promesse pour la moins douteuse: il a promis qu'advenant une éventuelle fusion, il allait faire dépolluer les terrains vacants de Montréal-Est afin d'y construire de nouvelles habitations. Sait-il a combien s'élèvent les coûts de dépollution dont il parle? L'idée énoncée par M. Bourque en est une des plus louables, mais a-t-il l'habitude de mettre de l'avant des projets non rentables?

## Légitimité de la fusion de Montréal-Est

Pour savoir s'il est légitime que

Montréal-Est soit fusionné à Montréal, il faut répondre à deux questions simples. En premier lieu, est-ce que les habitants de Montréal-Est veulent que leur ville soit annexée? La réponse à cette question a été énoncée de façon claire: 96,2 p. cent des résidents de Montréal-Est s'oppose à une éventuelle fusion. Et la deuxième question est la suivante: est-il moral qu'un innocent soit sacrifié pour le bien de la majorité? Évidemment, en tant qu'innocent, je vous répondrai que non. Évidemment, en tant que représentant de la majorité, M. Pierre Bourque vous répondra... qu'il ne sait pas quoi répondre. ☐



Commission de la fonction publique  
du Canada

Public Service Commission  
of Canada

## DES PERSPECTIVES AU-DELÀ de votre imagination

à la fonction publique du Canada

Titulaire d'un diplôme récent,  
ou sur le point d'en obtenir un?

Soumettez une demande à la Campagne de  
recrutement postsecondaire d'hiver 2001.

Date de lancement est le 15 janvier 2001.  
Faites vite, la campagne se termine  
le 9 février 2001.

Visitez notre site Web, ou communiquez avec  
votre centre d'emploi étudiant ou un des bureaux  
de la Commission de la fonction publique du  
Canada pour plus de renseignements.

<http://emplois.gc.ca>

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

Canada



# Un monde à ta mesure

Josh Freund aime l'action.  
À 300 km/h sur la piste.  
Ou à 300 m dans le vide.

Josh Freund  
Membre de l'équipe  
de course Player's



**L'équipe Player's**

EN COURSE DANS LA SÉRIE C.A.R.T.